

Pays Basque

Non à l'interdiction de Batasuna !

Abrogation de la loi espagnole anti-démocratique des partis politiques, fin immédiate du harcèlement juridique et policier contre les Basques !

Pour le droit du peuple basque de décider son destin et ses relations avec les autres peuples, pour le droit d'autodétermination du peuple basque, y compris celui de séparation de l'État français et de l'État espagnol

Pour l'union libre des républiques socialistes de la péninsule ibérique, pour les États-Unis socialistes d'Europe

L'interdiction de Batasuna, une atteinte aux libertés démocratiques

Le gouvernement espagnol a préparé les élections municipales du 25 mai en Euskadi par un nouvel acte d'oppression du peuple basque. Le gouvernement Aznar a dissous Batasuna, un parti indépendantiste transfrontalier, et ainsi empêché ce courant politique de se présenter alors que Batasuna était la seconde force politique à l'issue des élections municipales précédentes de 1999, avec 19,63% des votes. Le *Tribunal Supremo* a aussi empêché 225 candidatures. Les votes nuls, correspondant à la consigne de vote des élus de Batasuna, équivalaient à 579 conseillers municipaux.

Cette nouvelle phase de mise hors la loi de toute la périphérie politique et sociale du mouvement indépendantiste a débuté en février 2002, avec l'interdiction de l'organisation de jeunesse Segi. Elle s'est confirmée le 4 juin 2002, quand les Cortes (l'assemblée des députés) ont approuvé une loi antidémocratique qui permet l'interdiction de tout parti sous prétexte de, par exemple, « *couvrir des actes de désordre, intimidation ou contrainte sociale liées au terrorisme ou la violence* » (art. 9.3.i de la Loi organique 6/2002 des partis politiques). Le 26 août 2002, le juge Garzon, de l'*Audiencia Nacional* (tribunal central spécial) faisait fermer les locaux de Batasuna par la police.

Non seulement le gouvernement et la justice ont interdit ce parti, mais ils ont inculpé sa direction, dissout son groupe parlementaire et exproprié ses biens, dont des centaines de locaux. Jamais, depuis la fin de la dictature franquiste, des élections ne s'étaient déroulées dans des conditions tellement antidémocratiques et aussi répressives.

Après les élections, le harcèlement judiciaire et policier par l'État de la monarchie espagnoliste des Bourbons s'est renforcé, jusqu'à menacer le Parlement basque et son parti majoritaire, le Parti nationaliste basque (PNV). Le PNV est le parti nationaliste bourgeois qui a obtenu 42,4% des votes et qui est un ancien allié des gouvernements bourgeois, celui d'Aznar comme les précédents de Felipe González. Début juillet, le gouvernement a entamé les démarches pour l'inculpation des membres de la présidence du Parlement basque, accusés de ne pas observer un jugement qui prétendait l'obliger à dissoudre le groupe parlementaire des députés Batasuna.

Pour la bourgeoisie espagnoliste, il n'est pas suffisant de réprimer policièrement tout ce qui, de près ou de loin, est en rapport avec ETA ou qui refuse simplement de soutenir l'État espagnol dans sa guerre contre ETA. Il s'agit maintenant d'humilier ouvertement tout le peuple basque, de lui signifier que les juges de Madrid ont le pouvoir de décider de l'organisation interne du parlement basque et d'emprisonner les élus s'ils résistent. Voici précisément ce qui vaut la souveraineté d'un peuple pour la Constitution monarchique espagnole.

Des deux côtés des Pyrénées, coopération entre les polices

La persécution passe aussi par l'interdiction des périodiques en langue basque : *Egin, Ardi Beltza, Egunkaria*. Cet été, le gouvernement Aznar n'a pas craint pas le ridicule de soulever un scandale international pour qu'on n'utilise pas la langue basque dans l'étape de Bayonne du Tour de France cycliste.

Surtout, la politique de l'État espagnoliste se manifeste par le traitement discriminatoire et volontairement cruel de plus de 800 prisonniers basques. Ceux-ci sont maintenus dispersés, dans des prisons éloignées de leur pays, on leur interdit d'étudier à distance dans les universités basques, on durcit leurs peines et les conditions de libération... L'acharnement du gouvernement à leur encontre le conduit à criminaliser les associations d'aide aux prisonniers et à leurs parents qui avaient le tort d'avoir pour mot d'ordre central : « *Ramenez les prisonniers au Pays Basque* ».

Que ce soit avec Aznar ou avec Gonzalez, avec Chirac ou avec Jospin, la collaboration anti-basque est la règle de l'État français, bien que l'ETA ne soit jamais intervenue sur le territoire français. Par contre, les derniers

gouvernements de Franco avaient mis sur pied un réseau terroriste composé de policiers espagnols et de gangsters français. Celui-ci, sous les ordres des gouvernements de Suárez et de Felipe Gonzalez, sous les noms de « Bataillon basque espagnol » ou de GAL, ont commis des attentats sur le territoire français et ont assassiné de nombreux réfugiés d'ETA en France.

La 5^e République a choisi son camp : elle a persécuté ETA en collaboration avec les gouvernements monarchistes de Madrid. Elle a jeté en prison les nationalistes bretons qui aidaient ETA. Tous les gouvernements de la 5^e République ont livré les militants d'ETA à la justice et aux tortionnaires de la monarchie héritière du franquisme. Au nom, bien sûr de la « lutte contre le terrorisme ». Mais les terroristes sont avant tout les impérialismes espagnol et français :

En 1917, la République française est intervenue contre la Révolution russe. Durant des décennies, elle a employé le terrorisme à grande échelle contre de multiples peuples colonisés. Après la Deuxième Guerre mondiale, elle a mené des guerres coloniales et des tortures à grande échelle à Madagascar, en Indochine, en Algérie. Dans la dernière période, ses troupes ont participé aux expéditions impérialistes successives contre l'Irak en 1991, contre la Serbie en 1999 et contre l'Afghanistan en 2002. Aujourd'hui, la République française dispose de multiples bases militaires à l'étranger et l'armée française intervient ouvertement en Côte d'Ivoire.

La dictature fasciste espagnole a écrasé militairement le prolétariat et a opprimé policièrement les minorités nationales de l'Espagne. Le gouvernement PP des héritiers du franquisme vient de soutenir les opérations terroristes à grande échelle contre les peuples d'Afghanistan et d'Irak.

En réalité, les lois et décrets « anti-terroristes » de Vaillant et de Sarkozy font de toute personne qui héberge un réfugié en France un terroriste et renforcent la persécution des immigrés et des jeunes arabes ou noirs.

En réalité, la « loi des partis politiques », utilisée pour dissoudre Batasuna, est une épée de Damoclès au-dessus de toute organisation qui met en question la prison de peuples qu'est l'Espagne monarchique. Cette menace est suspendue au dessus du mouvement ouvrier, dont les organisations peuvent être accusées, à volonté, de vouloir « miner le système démocratique » si elles s'opposent aux lois anti-ouvrières ou accusées de « couvrir des actions de désordre liées à la violence » si elles participent, par exemple, à des piquets de grève.

La complicité contre les Basques des directions du mouvement ouvrier,

Sur cette question, comme sur toute autre, les partis ex-staliniens et les partis sociaux-démocrates sont vendus à leur bourgeoisie, ils protègent le capitalisme, ils défendent l'État bourgeois. Quand ils étaient au gouvernement, le PS et le PCF ont respecté les institutions gaullistes et ont maintenu sous le joug les dernières colonies françaises. Ils ont continué à pourchasser les réfugiés basques au compte de la police franquiste.

Leurs homologues de l'État espagnol sont allés jusqu'à souscrire au testament de Franco mettant en place la monarchie. Ils ont soutenu la Constitution de 1977 qui fait de l'armée la garante de l'unité et de l'indivisibilité de l'État bourgeois espagnol, bien que la majorité du peuple basque et du peuple catalan l'eussent rejeté par référendum. Les partis sociaux-chauvins ont dénié aux peuples le droit à l'autodétermination. Le PCE et le PSOE ont avalisé l'une après l'autre les nouvelles lois répressives ; ils ont donné raison au gouvernement chaque fois que celui-ci invoquait le terrorisme d'ETA.

Le PCE-IU fait partie en Espagne du « front constitutionnaliste » avec le PP néo-franquiste et son gouvernement. Mais sa fraction basque, décidée à ne pas disparaître définitivement d'Euskadi, s'est alignée sur le PNV. Il faut dire qu'elle fait partie du gouvernement régional dirigé par ce parti nationaliste bourgeois. Les députés des restes du parti stalinien, camouflés sous les sigles IU (Gauche Unie), se sont abstenus avec les nationalistes catalans lors du vote pour entamer la dissolution du groupe abertzale.

Au gouvernement de 1982 à 1996, le principal parti ouvrier de l'État espagnol, le PSOE a maintenu les corps répressifs de la dictature et a poursuivi la guerre sale contre ETA, sous le sigle des GAL. Au lieu de s'opposer à la loi scélérate d'Aznar sur les partis politiques, qui attente aux libertés que les masses ont arrachées après le décès de Franco, le PSOE a voté pour -comme le parti bourgeois nationaliste catalan CiU- et a manifesté son enthousiasme pour son application rapide contre Batasuna. Le PSOE a fait front commun en Espagne et en Euskadi avec le PP d'Aznar à tel point que son secrétaire général, Rodriguez Zapatero, a imposé aux élus PSOE le vote pour livrer le gouvernement provincial (*diputación*) d'Alava au PP, ainsi que la mairie de Vitoria-Gasteiz, la capitale politique de la province basque.

Le résultat de cette politique des appareils bourgeois du mouvement ouvrier a été une division profonde de la classe ouvrière de l'État espagnol. Ils ont ainsi cassé la solidarité traditionnelle -née pendant la dictature et prolongée jusqu'à la moitié des années 1980- de toute la classe ouvrière face aux attaques de l'État espagnol contre le peuple basque.

Une autre conséquence est le déchirement de la classe ouvrière basque. Le vieux mouvement ouvrier (UGT et CCOO, représentant respectivement 19% et 15 % des votes aux dernières élections professionnelles au Pays basque ; PSOE : 19,29% aux dernières élections municipales, PCE-IU : 7,25 %) soutient la monarchie et justifie -chaque organisation à sa manière- l'oppression nationale. Quant aux organisations nationalistes basques, qu'elles soient bourgeoise (PNV-EA : 40,58% de votes) ou petite-bourgeoise (Batasuna : 19,6%) et leurs syndicats (ELA-STV : 41,35 % aux élections professionnelles ; LAB : 15,8 %) séparent les travailleurs basques des autres et les soumettent aux autres classes basques.

Pour le front unique ouvrier en défense des Basques

Le prolétariat doit défendre les libertés démocratiques que tous les États bourgeois restreignent au nom de la « lutte contre le terrorisme ». Il doit relever le drapeau des revendications démocratiques rejetées désormais par la bourgeoisie sénile, comme la république, la laïcité et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Pour unifier le prolétariat de l'État espagnol contre la monarchie franquiste, contre l'État bourgeois, contre la bourgeoisie, tout le mouvement ouvrier espagnol doit se prononcer pour la levée de l'interdiction de Batasuna.

Le mouvement ouvrier de France et celui de l'État espagnol doivent se prononcer pour la libération des prisonniers basques, contre la collaboration des polices. Ils doivent appuyer le droit des Basques des deux côtés de la frontière de se séparer et de créer, s'ils le désirent, un État basque.

Les travailleurs basques et tous les travailleurs, la jeunesse et les peuples de l'État espagnol et de l'État français sont en droit d'exiger de toutes les organisations qui disent parler en leur nom comme le PSOE, le PCE-IU, l'UGT, les CCOO ; comme le PS, le PCF, la CGT, FO, la FSU, l'UNSA, qu'elles rompent avec leurs bourgeoisies et se prononcent clairement pour :

- ✓ **Abrogation de la loi espagnole anti-démocratique des partis politiques ! Abrogation des lois françaises Vaillant-Sarkozy !**
- ✓ **Levée de l'interdiction et fin de la criminalisation de Batasuna ! Droit d'asile en France et dans toute l'Europe !**
- ✓ **Arrêt de la collaboration des polices contre les militants révolutionnaires et contre les nationalistes des peuples dominés !**
- ✓ **Fin de toute poursuite des tribunaux français contre les militants bretons ou basques qui ont aidé des réfugiés basques ! Libération de tous les prisonniers indépendantistes basques et bretons des geôles de France et d'Espagne !**

L'impasse politique du nationalisme basque

Le marxisme n'a évidemment rien de commun avec le chauvinisme espagnoliste ou français des directions social-chauvines, agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat, ni même avec le nationalisme basque, qui prétend que son peuple ne connaît pas la lutte entre les classes et nie que l'origine de toute oppression, y compris l'oppression nationale, c'est la propriété privée des moyens de production.

Batasuna organise des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes militants, elle est capable de mobiliser des centaines de milliers de personnes dans des manifestations déclarées illégales par le pouvoir réactionnaire.

Pourtant, Batasuna refuse d'en appeler à toute la classe ouvrière de l'État espagnol. Au contraire, elle se conçoit elle-même comme une sorte de front populaire qui prétend rassembler toutes les classes d'Euskadi sur un programme qui se situe dans les limites du capitalisme. Comme ETA, ses vues politiques ne vont guère plus loin que la pression sur le PNV, le parti nationaliste bourgeois, collaborateur loyal, jusqu'à il y a deux ans, de tous gouvernements bourgeois (PSOE et PP). Le nationalisme petit-bourgeois essaie d'entraîner les masses et la jeunesse basques dans l'impasse d'un programme politique qui prétend accéder à la « souveraineté » par la « négociation » avec l'État espagnol, pour incorporer Euskadi dans l'Union Européenne sous domination franco-allemande, rebaptisée pour la circonstance « Europe des nations ». Une impasse fort proche du Plan Ibarretxe, avec lequel le PNV mendie à la monarchie franquiste un statut « d'État libre associé » à l'Union européenne.

Mais, comme les États-Unis, l'Union européenne a mis l'ETA sur la liste des organisations terroristes. En fait, l'Union européenne a toujours avalisé la division de l'Irlande et la mainmise de l'Espagne (et de la France) sur l'Euskadi. D'ailleurs, le projet de constitution de l'Union européenne dénie la possibilité du surgissement de nouveaux États au sein de l'Union européenne et met les forces armées bourgeoises à l'appui de cette négation d'un droit démocratique élémentaire.

Même si l'Union européenne reconnaissait l'indépendance du Pays basque, l'étroitesse des frontières de l'Euskadi ne permettrait pas de développer les forces productives et de satisfaire les besoins des masses. A l'époque de l'impérialisme, les petits États capitalistes ont le même avenir que les petites entreprises face aux monopoles.

Ainsi, la volonté de la nouvelle bourgeoisie serbe, de dominer les autres peuples, avec le soutien de l'impérialisme français, a provoqué l'éclatement de la Yougoslavie. Puis les diverses fractions de la bureaucratie ont voulu leur part du butin et ont toutes prétendu constituer leur propre État bourgeois. Pour cela, elles ont exacerbé le nationalisme, ont mené des épurations ethniques et des guerres intestines, attisées en sous main par l'impérialisme allemand et par l'impérialisme français. A l'époque du capitalisme décadent, de l'impérialisme, le nationalisme bourgeois est une impasse qui ne libère en rien les peuples. En fait d'indépendance, les nations balkaniques ont simplement changé de maître. Le résultat est l'appauvrissement général, le retour du cléricanisme, les haines ethniques, l'occupation de troupes étrangères sous le drapeau de l'ONU et la multiplication d'États-croupions sous domination des puissances impérialistes américaine, française et allemande.

L'apparent radicalisme d'ETA ne doit pas tromper. Ses actions de guérilla, de terrorisme individuel, parfois aveugle, sont en fait à l'appui d'une politique d'aménagement du capitalisme. Les marxistes soutiennent et encouragent

l'autodéfense des grèves et des manifestations contre les forces de répression, contre la Guardia civil et la Police basque. Mais ils rejettent les actions terroristes, car elles expulsent le prolétariat de la scène politique. En outre, elles sauvent trop fréquemment le gouvernement anti-ouvrier de situations difficiles et donnent des prétextes à la répression accrue de l'État bourgeois.

Pour en finir avec l'oppression nationale : États-Unis socialistes d'Europe !

Les marxistes misent sur la classe ouvrière, qui seule qui peut assumer jusqu'à ses dernières conséquences la défense des peuples opprimés, leur droit à décider de leur destin. Seule la révolution socialiste peut renverser la monarchie franquiste et la 5^e République gaulliste, peut détruire l'État bourgeois et ses forces de répression, peut commencer à supprimer les frontières archaïques qui émiettent l'Europe.

Pour réaliser cette tâche historique, l'unité des travailleurs de toutes les nations est indispensable. Il faut l'égalité de toutes les nations. L'avant-garde léniniste-trotskyiste reconnaît donc inconditionnellement le droit à l'autodétermination de tous les peuples opprimés, jusqu'à la séparation s'il le désire, quelle que soit sa direction politique.

Mais pour en finir avec l'oppression nationale, le programme du bolchevisme est la révolution, le pouvoir des travailleurs, la marche au socialisme mondial et non la constitution tardive de petits États voués à la dépendance envers les puissances impérialistes.

La classe ouvrière n'est indépendante de la bourgeoisie que lorsqu'elle est internationaliste. Le chemin du socialisme exige la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire dans tout l'État espagnol, d'un parti ouvrier révolutionnaire en France, tous deux liés entre eux et aux travailleurs conscients du monde entier au sein du parti de la révolution mondiale, de l'internationale ouvrière révolutionnaire.

Seul le prolétariat, entraînant les plus larges masses, grâce à un parti de type bolchevik, pourra réellement émanciper les peuples opprimés. Le destin du peuple basque, comme celui des autres peuples opprimés de la péninsule ibérique, est indissolublement lié au sort de la classe ouvrière de l'actuel État espagnol et du Portugal, à la révolution prolétarienne, à la destruction des États bourgeois, au renversement du capitalisme, à l'expropriation de la bourgeoisie.

- ✓ **Droit d'autodétermination pour les Basques des deux côtés des Pyrénées, y compris le droit à la séparation !**
- ✓ **À bas la 5^e République bonapartiste ! À bas la monarchie franquiste !**
- ✓ **Pour des gouvernements ouvriers en Euskadi, dans tout l'État espagnol et en France !**
- ✓ **Union libre de républiques socialistes de la péninsule ibérique ! États-Unis socialistes d'Europe !**
- ✓ **Pour un parti révolutionnaire de tout l'État espagnol ! Pour une internationale ouvrière révolutionnaire !**

Le 24 octobre 2003

Groupe Germinal (État espagnol) & Groupe bolchevik (France)

Germinal : 1917@yahoo.es
Révolution Socialiste : groupe_bolchevik@yahoo.fr